

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article467>



Entretien avec Léon Landini, ancien résistant FTP-MOI, dernier survivant du réseau Manouchian, présent au



lement des Glières

Date de mise en ligne : mardi 27 septembre 2011

- La démocratie : un enjeu - La démocratie face aux défis - Débats - Les institutions - La Constitution -

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Nous avons, à plusieurs reprises, présenté des prises de position de personnalités ou d'organisations sur la question de la Constituante. Nous les avons saluées lorsqu'elles valorisaient l'idée même qui nous anime (Voir <http://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article314> ou <http://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article320>) . Nous avons de même critiqué les dévoiements de cette idée (Voir <http://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article361>).

Nous tenons, dans cet esprit, à montrer systématiquement comment l'idée d'une Assemblée Constituante élue au suffrage universel progresse dans des cercles très différents, portée par des personnalités très diverses. L'entretien ci-dessous avec Léon Landini, ancien résistant FTP-MOI et présent lors du rassemblement des Glières, pose à la fois la question de la faillite institutionnelle et celle de la reconstruction de la démocratie.



Léon Landini – Ancien Officier FTP-MOI des bataillons de guérilla urbaine Carmagnole-Liberté – Adhérent du PCF clandestin à l'âge de 16 ans en 1942 – Officier de la Légion d'Honneur au titre de la Résistance – Médaille de la Résistance – Grand Mutilé de Guerre (torturé par Barbie, évadé du Fort-Montluc) – Président de l'Amicale des anciens FTP-MOI de Carmagnole-Liberté – Président-délégué du Pôle de Renaissance Communiste en France.

Entretien avec Léon Landini

Le système politique français est en train d'éclater en même temps qu'une mondialisation qui s'adresse plus aux intérêts financiers qu'aux citoyens. Vous avez vous-même été résistant. Vous êtes donc particulièrement sensible aux raisons qui ont conduit au rassemblement des Glières et qui avait, en particulier, pour objet de rappeler les principes du Conseil National de la Résistance (CNR) et de mobiliser pour les défendre.

Question : *Les participants au rassemblement des Glières ont été largement motivés et c'est normal, par les précédentes initiatives et déclarations du Président Nicolas Sarkozy en ce même lieu. Cela étant, la mobilisation pour les principes du CNR est-elle une réponse aux seuls amis du chef de l'Etat ou s'oppose-t-elle à des dérives plus structurelles de la société française ? Si oui, lesquelles ?*

Réponse : Bien qu'ayant pris la parole en ce lieu à deux reprises devant des milliers de personnes, je ne peux naturellement pas répondre au nom des organisateurs du rassemblement des Glières et mes réponses n'engageront que moi.

Par ailleurs, j'ajouterai que militant franchement communiste « je n'ai pas seulement été résistant » comme vous dites.

En effet, je ne joue jamais les anciens combattants et pour cause, je combats au présent.

Je persiste à penser que ceux d'entre nous qui vivent encore, sont indispensables à la préservation de cette mémoire « vive » que les historiens, fussent-ils les plus justes, les plus précis, ne peuvent reconstituer uniquement à l'aide de documents, d'archives.

Cependant à chaque manifestation ou commémoration exceptionnelle, si nous, les anciens résistants, nous ne disons pas ce que nous avons vécu et l'enseignement que nous en avons tiré, nous ne payons pas ce que j'appelle « la dette de survie ».

De ce fait je suis obligé de témoigner. Oui ! Témoigner et ne pas laisser des plumitifs peu scrupuleux fouiller les poubelles de l'Histoire, ou bien encore certains se servir de la Résistance et de ses hauts lieux, afin de mieux faire disparaître les acquis du CNR payés par le sang de mes meilleurs camarades.

Par ailleurs, comment pourrai-je rester silencieux et passif alors que le souvenir de 52 de mes proches amis, morts sous d'effroyables tortures sans avoir lâché un seul mot à Barbie et à ses sbires m'obsède continuellement ?

Je sais, par expérience, que l'on ne peut supporter l'insupportable que si l'on est convaincu que notre sacrifice va permettre aux survivants de vivre dans un monde de paix et de bien être.

Étant un des rares survivants FTP-MOI des bataillons Carmagnole-Liberté encore en vie, je considère comme un devoir auquel je n'ai pas le droit de me soustraire, que de continuer à me battre pour défendre non seulement la mémoire de mes amis, mais également et surtout les raisons fondamentales pour lesquelles ils ont lutté jusqu'au sacrifice suprême.

Maintenant, pour répondre plus précisément à votre question, je dirai qu'il est évident que la vulgarité d'un Sarkozy venant parader sur le plateau des Glières au moment où son gouvernement, à genoux devant Washington et Berlin « détricote » à vive allure les acquis de 1945/1947, a été un puissant facteur de mobilisation du monde résistant et je suis très heureux de constater qu'une bonne partie de la jeunesse, présente à ces rassemblements, conjugue comme il se doit, le verbe « résister » au présent et surtout à la première personne du pluriel.

Toutefois, la destruction des acquis du programme du CNR remonte assez loin, il n'y a qu'à se souvenir de « l'œuvre » du gouvernement Jospin, (soutenu par la direction du PCF et par les verts) qui a privatisé en une législature plus que ces deux prédécesseurs de droite, pour comprendre que Sarkozy ne fait que pousser jusqu'au bout la logique de cette construction européenne qui désintègre notre pays.

Sur tous ces sujets : nationalisations, progrès social, laïcité, démocratie, coopération internationale, la « construction » européenne est antinomique du programme du Conseil National de la Résistance. Le vrai « programme commun » aussi bien de la droite que du PS, comme l'a écrit Denis Kessler, ancien vice-président du MEDEF, dans la revue « Challenge », c'est la destruction du programme du CNR.

En réalité, sous l'apparence du bipartisme à l'américaine, règne sur notre pays ce que j'appellerai, avec mes camarades du PRCF le « P.M.U », le Parti Maastrichtien Unique. Après cela, comment pourrions-nous nous étonner qu'une masse de jeunes, d'ouvriers, de gens qui travaillent dur et qui gagnent des clopinettes, qui se sentent totalement méprisés, hésitent à aller voter.

Dire cela ce n'est pas minimiser l'illégitimité foncière du fascisant pouvoir actuel. C'est rappeler que la politique maastrichtienne de Jospin a directement permis à le Pen d'être présent au second tour en 2002 et préparé l'ascension de l'ultra droite sarkozyste.

Comme l'actuelle attitude de Zapatero et de Papandréou ne peut que préparer le retour offensif de la droite dure si les peuples espagnol et grec ne font pas le nécessaire pour imposer une véritable alternative.

Question : *Pensez-vous qu'on puisse réaffirmer les principes du CNR sans poser la question de la trajectoire politique et économique de la construction européenne ? On pense ici à l'absence de modèle démocratique européen et à l'inexistence d'une Europe sociale.*

Réponse : Ceux qui aujourd'hui se mettent en évidence en se référant au CNR mais qui, en même temps défendent l'Union européenne, sciemment ou inconsciemment, mais je pense sciemment, trompent notre peuple en essayant de lui faire croire que l'on peut marier l'eau et le feu.

La même tromperie serait de vouloir faire croire que l'on peut démocratiser la banque européenne, ou bien de gérer dans l'intérêt des travailleurs la monnaie unique.

Quant à réaliser une Europe sociale comme certains le prétendent, je souhaite sur ce sujet précis rappeler un texte de François Hollande paru dans le journal « Le Monde ». Il écrit :

« Marie Georges Buffet, cohérente avec la position constante du PCF sur l'Europe, suggère que « les peuples » écrivent un nouveau texte, mais comment les réunir autrement que par les gouvernements qu'ils se sont librement donnés La fameuse renégociation accoucherait du même traité ... Le produit serait le même, il n'y aurait que la couverture qui changerait ! Où serait la différence ? Ce serait le même texte en moins bien ».

Par ailleurs, nous ne pouvons que constater que pour une grande partie de la gauche établie les mots « Nation » et « France » sont devenus des gros mots.

L'Union européenne telle qu'elle se construit est un empire, un État supranational dont le « déficit démocratique » est structurel : elle ne manque pas de démocratie parce qu'on aurait oublié la politique en route, non ! C'est parce qu'elle a été construite depuis le traité de Rome pour contourner les peuples et leur faire avaler, au profit de l'oligarchie financière, ce qu'ils n'auraient jamais accepté au niveau national.

Pardonnez-moi de dire que j'ai appris, au cours de ma longue vie militante, de voir la haute bourgeoisie « française » aller chercher de l'aide à l'extérieur pour casser son propre peuple, traditionnellement jugé trop frondeur.

Il me faut rappeler que cette construction européenne a été considérablement accélérée après mai 1968, quand les grands capitalistes, qui de fait dirigent ce pays, ont tremblé pour la continuité de leur domination.

Déjà dans le passé, à plusieurs reprises la bourgeoisie française est allée chercher de l'aide à l'étranger. Il n'y a qu'à se souvenir : du moment où la réaction monarchiste s'est mise sous la coupe de l'Europe des rois, pour briser la jeune nation française en révolution.

En 1871, c'est Thiers qui est allé quémander la protection de Bismarck, (dont l'armée occupait la France vaincue) pour briser la Commune de Paris qui, initialement, était une insurrection patriotique et républicaine et, en 1940, elle déclarait « plutôt Hitler que le Front Populaire ».

Bref, pour le marxiste que je suis, la « construction européenne » ne peut s'analyser indépendamment de son contenu de classe et il y a un lien évident entre la destruction de la nation et le démontage total de notre héritage social et républicain. Cherchez à qui, à quelle classe ou à quelle caste profite le crime.

Peut-il y avoir une issue politique actuelle sans la réaffirmation préalable de la souveraineté populaire (en France comme dans les autres pays évidemment), c'est-à-dire de la démocratie dans le cadre national ? Celle-ci n'est-elle pas un préalable à toute construction géopolitique plus large ?

Il est triste de constater que le simple mot de souveraineté nationale ou populaire donne de l'allergie à certains hommes prétendument dit de gauche.

Quand nous étions dans le maquis, nous étions fiers, nous les Francs-Tireurs et Partisans de la Main d'œuvre Immigrée, (organisés par le PCF clandestin), de hisser le drapeau tricolore de Valmy et ce n'est pas un hasard si les bataillons Carmagnole et Liberté avaient adopté ces noms en l'honneur de la Grande Révolution française.

Nous n'opposons pas le drapeau tricolore au drapeau rouge de la classe ouvrière internationale car, dès 1934, Maurice Thorez et Jacques Duclos nous avaient enseigné à associer la Marseillaise à l'Internationale, et c'est Jaurès qui résumait bien les choses, lorsqu'il déclara : « La souveraineté politique du peuple est le socle de l'émancipation sociale ». Or comment le peuple pourrait-il être souverain s'il n'est pas maître chez lui ?

Ceux qui prétendent, à la direction de divers partis de gauche, que l'on peut appliquer un programme social dans le cadre de l'UE et de l'euro, ne sont que des naïfs ou des menteurs. Car comment cela pourrait-il se faire alors que ces deux organismes verrouillent tout et colle d'énormes amendes aux contrevenants sous la dictée des marchés financiers et de l'Allemagne.

Posons leur une question simple : demain, si vous vouliez nationaliser les banques, recréer de puissants services publics d'Etat, revenir sur beaucoup de points au programme du CNR, que ferez-vous si Bruxelles et Francfort vous disent non ? Allez vous tout de même appliquer votre programme quitte à claquer la porte de l'UE, ou bien vous vous coucherez comme l'a fait sans se faire de violences, Jospin et son gouvernement en 1997 ? ».

Quant au « repli national » dont nous parlent certains mouvements d'extrême gauche pour effrayer les gens et assimiler les vrais républicains au prétendu Front « National » c'est une absurdité.

En Amérique latine, c'est parce qu'ils ont envoyé promener les pactes supranationaux imposés par Washington que les pays comme le Venezuela, Cuba, la Bolivie, ont pu créer l'ALBA, l'Alternative bolivarienne des Amériques. Ils ont élargi leurs échanges sur des bases mutuellement avantageuses, ils ont protégé leur production nationale au lieu de s'enliser dans la ruineuse « concurrence libre et non faussée » et ils ont ainsi sauvé leurs acquis sociaux.

Aujourd'hui la Bolivie pays pauvre, avance l'âge de la retraite alors que l'Allemagne richissime réfléchit à comment faire travailler son peuple après 70 ans.

Quelques citations pourtant anciennes nous paraissent toujours d'une brûlante actualité. C'est Jaurès qui a dit : « Un peu de d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup en rapproche ». C'est également le grand philosophe communiste fusillé par les allemands Georges Politzer, ce grand patriote français qui était fils d'immigré hongrois qui a écrit « La nation, c'est le peuple ».

Question : *Comment expliquez-vous que certains, certes minoritaires, puissent, après le rassemblement des Glières auquel ils ont participé, attaquer le principe même du suffrage universel, en particulier en proposant de tirer au sort les parlementaires ?*

Réponse : Je vous avouerai que j'étais désagréablement surpris de constater que certains intervenants aux Glières étaient présents aux manifestations, non pas pour défendre le programme du CNR mais pour apparaître comme un grand personnage de la Résistance et par leur participation se couvrir d'une auréole et profiter de cette auréole pour nous inciter à voter pour un candidat qui n'avait jamais défendu le programme de CNR.

Il est vrai que les historiens nous apprennent que dans l'Athènes ancienne, la démocratie combinait l'élection, le vote

plénier sur l'agora et l'élection.

Mais aujourd'hui, le suffrage universel n'a pas besoin d'être attaqué de « gauche » : la caste au pouvoir fait tout pour le vider de sa substance, comme on l'a vu avec le viol incroyable du NON français à la constitution européenne, remplacé sans aucune consultation populaire par le traité de Lisbonne.

Il ne peut s'agir de se priver du suffrage universel mais de créer les conditions sociales, politiques, culturelles, économiques, pour qu'il devienne un moyen puissant de transformation sociale.

Ce n'est pas le hasard qui fait et défait les peuples, c'est la volonté politique, l'élan commun, le projet. Et tout cela signifie choix. Le hasard ne choisit pas. Si nous voulons choisir notre destin, ne confions pas notre sort au hasard, cette autre variante de la nécessité aveugle dont la sinistre économie capitaliste nous donne une illustration quotidienne ! Un peuple qui se libère est un peuple qui sait ce qu'il veut, une « foule enfin réconciliée » comme dit superbement Paul Eluard. Nos gouvernants qui nous abreuvent à longueur d'années des mots : démocratie, suffrage universel, élections démocratiques, malgré ce matraquage médiatique nous sommes bien contraints de constater que dans notre pays des élections démocratiques ça n'existe pas. Comme preuves : depuis des mois, les médias qui appartiennent tous aux grands groupes financiers, nous inondent à longueur de journée de l'image et des déclarations de ceux qu'ils veulent voir, pour leurs propres intérêts, prendre le pouvoir dans notre pays.

L'actualité nous indique que Balladur a disposé, lors d'une élection présidentielle, d'une somme de dix millions d'euros (mal acquis) et il semble que d'autres candidats ont bénéficié de pareilles largesses.

Comment serait-il possible que le représentant des travailleurs avec des moyens financiers modestes ait la moindre chance de faire entendre sa voix aux présidentielles.

Tout ce battage publicitaire me rappelle un proverbe chinois qui « Une goutte d'eau en tombant toujours au même endroit finit par faire un trou dans la roche », c'est ce que souhaitent nos bourreurs de crânes, avec l'aide de tous leurs médias et cela n'est innocent si les médias sont leur propriété.

Question : *Que pensez-vous de l'idée d'élire une Assemblée Constituante telle que la propose l'Association pour une Constituante qui en fait le point de passage préalable à toute refondation politique ?*

Réponse : A condition d'associer cette proposition politique à l'idée d'une rupture progressiste, y compris unilatérale, avec l'Empire européen, la Constituante est une bonne idée que défend le PRCF, l'organisation que j'ai l'honneur de présider.

Bien entendu, dans le cadre européen supranational et néolibéral, on pourra « constituer » tout ce que l'on voudra, cela ne changera rien. La Constituante qui vise à rétablir la souveraineté populaire, va de pair avec la sortie de l'UE. Tout cela est solidaire.

Pour ne pas me dérober à votre question, bien sûr que la Constituante, si les conditions sont créées pour qu'elle soit réellement l'émanation du peuple, peut être un levier décisif de l'intervention populaire.

Au Venezuela, des millions de personnes ont appris à connaître leur constitution nouvelle et à l'UTILISER dans la vie pour faire valoir leurs droits ... et connaître leurs devoirs.

D'autant que la Constitution de 1958, qui n'était déjà pas du tout démocratique (je m'y suis farouchement opposé en 1958 quand elle a été adoptée sous la pression d'un coup militaire), a été modifiée depuis cette date, pour la mettre

en conformité avec Maastricht, qu'elle ressemble aujourd'hui à un couteau sans manche dont on a jeté la lame.

En clair, la France n'a pour ainsi dire plus de Constitution et le Conseil « Constitutionnel » a même décidé de ne plus contrôler les 80 % de lois qui émanent directement de Bruxelles.

Bref il faut reconstituer la France, c'est-à-dire c'est à dire la gravité de l'heure : on n'en est pas encore aux violences de 1940, encore qu'avec ce système capitaliste en crise permanente, avec les pouvoirs fascistes en place dans bien des pays d'Europe, avec la maxi purge prévue pour sauver leur maudit euro, il ne faut jurer de rien.

Mais notre pays est victime d'un terrible viol silencieux, parce qu'opéré avec la complicité active de l'« opposition » officielle.

Bien entendu, la Constituante, le CNR, la sortie de l'Europe, tout cela n'est possible que si notre peuple se dresse, s'organise, prend ses affaires en mains comme il a toujours su le faire dans le passé quand il était en danger de mort.

Mais en sens inverse, sans ces outils politiques, notre peuple ne trouvera pas le chemin et quand il s'insurgera, il ne faut pas que la seule issue, suicidaire pour lui, soit la voie de l'extrême-droite.

C'est pourquoi nous devons dans notre diversité de communistes fidèles à Sémard et à Manouchian, de socialistes fidèles à Jaurès, de républicains fidèles à Jean Moulin et, pourquoi pas, de patriotes fidèles à l'appel du 18 juin, de former le Front des « reconstituteurs » de la France, en faisant confiance à notre peuple.

Pour ma part, j'entends, dans mes vieux jours, rester fidèle à l'appel que me lança le PCF clandestin alors que je n'avais pas 16 ans : « Jamais un grand peuple comme le nôtre ne sera un peuple d'esclaves ».